



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC CSPS**

---

#### **PRESTATIONS DE CSPS PHASES CONCEPTION-ACT ET DET POUR LES TRAVAUX D'AUGMENTATION DU GABARIT DE L'ECLUSE D'ABLON-SUR-SEINE**

---

**VOIES NAVIGABLES DE France  
Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval  
Unité territoriale d'itinéraire Seine Amont  
18 quai d'Austerlitz  
75013 PARIS**

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	4
3 - Intervenants .....	4
3.1 - Conduite d'opération.....	4
3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage .....	4
3.3 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	5
3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	5
3.6 - Contrôle technique.....	5
3.7 - Conduite d'études.....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Protection des données à caractère personnel .....	5
6 - Missions .....	6
7 - Durée et délais d'exécution.....	7
7.1 - Durée du contrat .....	7
8 - Prix.....	7
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
8.2 - Modalités de variation des prix.....	7
9 - Garanties Financières.....	7
10 - Avance.....	7
10.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	7
10.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
11 - Modalités de règlement des comptes.....	8
11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
11.2 - Présentation des demandes de paiement .....	8
11.3 - Délai global de paiement .....	9
11.4 - Paiement des cotraitants.....	9
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
12.1 - Autorité du coordonnateur SPS.....	9
12.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS .....	10
12.3 - Obligations du coordonnateur SPS.....	10
12.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur .....	11
12.5 - Modifications techniques .....	11
12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	11
12.7 - Achèvement de la mission .....	11
13 - Développement durable.....	11
14 - Constatation de l'exécution des prestations .....	12
14.1 - Vérifications .....	12
14.2 - Décision après vérification .....	12
15 - Garantie des prestations.....	12
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	12
17 - Pénalités .....	12
17.1 - Pénalités de retard .....	12
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	13
18 - Assurances .....	13
19 - Résiliation du contrat.....	13

19.1 - Conditions de résiliation .....	13
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
20 - Règlement des litiges et langues .....	13
21 - Dérogations .....	14

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative à l'opération de la catégorie III (phase conception et réalisation), au sens de l'article R.4532-31 du Code du travail.

**PRESTATIONS DE CSPS PHASES CONCEPTION-ACT ET DET POUR LES TRAVAUX D'AUGMENTATION DU GABARIT DE L'ECLUSE D'ABLON-SUR-SEINE**

Au regard des études réalisées et des désordres observés, l'exploitant estime que l'écluse de Vigneux-sur-Seine est en fin de vie. Il est donc nécessaire de fiabiliser la navigation sur ce site.

Par conséquent, VNF souhaite réaliser des travaux pour augmenter le mouillage de l'écluse d'Ablon-sur-Seine à 3.20 m ainsi que porter sa longueur à 180 m sur le modèle de Vigneux en rive droite. L'objectif est bien de constituer une écluse à grand gabarit fiable avant de se lancer dans des travaux conséquents au niveau de l'écluse de Vigneux.

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération est de niveau 2

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention énoncés aux articles L.4531-1 et L.4535-1 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre dans les phases suivantes :

- AVP
- PRO
- ACT
- DET

Lieu(x) d'exécution des travaux:

Ecluse d'Ablon-sur-Seine

94480 Ablon-sur-Seine

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne le responsable CSPS qualifié pour effectuer les missions. Le changement de responsable CSPS qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

# 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le règlement de la consultation
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 2 annexes
- le décompte du prix global et forfaitaire (DPGF)
- le planning prévisionnel de l'opération

# 3 - Intervenants

## 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opérations dépend du maître d'ouvrage, Voies Navigables de France

## 3.2 - Maîtrise d'ouvrage

Voies Navigables de France

### **3.3 - Maîtrise d'œuvre**

Le maître d'œuvre est la société SARL BIEF  
Responsable : Gérald LENDORMI

### **3.4 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

Le titulaire de la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera précisé ultérieurement.

### **3.5 - Coordination des systèmes de sécurité incendie**

Sans objet

### **3.6 - Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

### **3.7 - Conduite d'études**

Le conducteur d'études sera le maître d'œuvre : la société SARL BIEF  
Le conducteur d'études sera chargé de suivre l'exécution du marché.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Le candidat se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance pendant la consultation. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au candidat le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

## 6 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

PHASE	MISSION	DESIGNATION
CONCEPTION	AVP 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formulation d'avis écrits sur le dossier des études d'avant-projet</li> <li>- la mise à jour du PGCSPS</li> <li>- la tenue du RJC : consignation d'avis et transmission périodique au maître d'ouvrage et maître d'œuvre.</li> </ul>
	A-DIUO 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ouverture du dossier d'intervention ultérieure sur ouvrages (DIUO).</li> </ul>
	PRO 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la formulation d'avis écrits sur le dossier des études de projet</li> <li>- la mise à jour du PGCSPS</li> <li>- la tenue du RJC : consignation d'avis et transmission périodique au maître d'ouvrage et maître d'œuvre</li> <li>- la tenue du DIUO.</li> </ul>
ACT	DCE 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la formulation d'avis écrits sur les documents techniques du (des) dossier(s) de consultation des entreprises de travaux, y compris participation à la réunion de présentation du (des) dossier(s)</li> <li>- la rédaction du PGCSPS qui sera annexé au DCE</li> <li>- la tenue du RJC : consignation d'avis et transmission périodique au maître d'ouvrage et maître d'œuvre</li> <li>- la tenue du DIUO</li> </ul>
	Analyse offre 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration d'un document d'analyse des offres reçues du point de vue de la sécurité.</li> </ul>
DET	CHANTIER 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la rédaction du planning prévisionnel des visites</li> <li>- les éventuels avis sur documents d'exécution</li> <li>- les visites d'inspection commune en période de préparation de chantier et en cours d'exécution (sous-traitants introduits en cours de chantier)</li> <li>- le contrôle et la vérification de l'application des plans particuliers de sécurité (PPSPS) établis par les entreprises et l'amendement du PGCSPS</li> <li>- la participation aux réunions de chantier (inclus dans prix n° 10 du BP)</li> <li>- la réalisation de visites sur site programmées et inopinées</li> <li>- la mise à jour du RJC : consignation d'observations et transmission périodique au maître d'ouvrage et maître d'œuvre</li> <li>- la mise à jour du DIUO.</li> </ul>
	P-DIUO 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en forme et la transmission du DIUO provisoire au maître d'ouvrage</li> </ul>
	D-DIUO 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la clôture du RJC</li> <li>- la finalisation, la mise en forme et la transmission du DIUO au maître d'ouvrage</li> </ul>

## 7 - Durée et délais d'exécution

### 7.1 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Les délais et dates prévisionnelles d'exécution sont les suivantes :

Voir annexe 2 - planning prévisionnel

La mission débute à la notification du marché et se termine à la remise du DIUO à la fin du chantier du marché de travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## 8 - Prix

### 8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING(n-3) / ING(o))$$

- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## 9 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 10 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### 10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **10.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **11 - Modalités de règlement des comptes**

## **11.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction de l'avancement des missions sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

## **11.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise, des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;



- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034

### **11.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **11.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **12 - Conditions d'exécution des prestations**

La coordination sécurité interviendra dans les conditions définies ci-dessous.

#### Adresse d'exécution des travaux :

Ecluse d'Ablon  
Quai Magne  
94480 ABLON-SUR-SEINE (département du Val-de-Marne)

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### **12.1 - Autorité du coordonnateur SPS**

En préalable, il est précisé que le coordonnateur a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit. Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage.

## 12.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

### Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Élément Avant-Projet » et « Élément Projet », tous les documents du DCE et les offres de candidatures, les procédures d'exécution du titulaire du marché de travaux;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Il informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

Il remet au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi.

### Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Quant au maître d'œuvre, il doit communiquer au coordonnateur les mesures d'organisation générales du chantier. Il l'informe aussi de toutes les réunions auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Le coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

## 12.3 - Obligations du coordonnateur SPS

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants est consultable :

Documents
Registre Journal de la coordination
PGC SPS

## 12.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination sécurité doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Il ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire. Si un suppléant n'a pas été désigné à l'acte d'engagement par le titulaire du marché, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage refuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

## 12.5 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

## 12.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

## 12.7 - Achèvement de la mission

L'intervention du coordonnateur s'achève à la remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

# 13 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

### Clauses sociales

Sans objet.

### Clause environnementale

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire mettra en œuvre des dispositions pour :

- la réduction des nuisances sonores de ces matériels lors de leurs utilisations sur les sites
- diminutions olfactives des combustibles utilisés dans leur déplacement,
- réduire les kilomètres à parcourir avec un véhicule essence ou diesel afin de limiter émissions de gaz à effet de serre

## 14 - Constatation de l'exécution des prestations

### 14.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

### 14.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## 15 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

## 16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## 17 - Pénalités

### 17.1 - Pénalités de retard

DÉFINITION SUCCINCTES DE LA MISSION	DÉLAIS JOURS CALENDAIRES	EXIGIBLE	PÉNALITÉS EN EUROS (PAR JOUR CALENDRAIRE DE RETARD)
AVP 2 - PRO 2 - DCE 2	15 jours	À compter de la réception du document d'études	100 €
ANALYSE DES OFFRES 2	14 jours	À compter de la réception des offres des candidats	150 €
CHANTIER 2	1 visite hebdomadaire	A compter d'1 jour > 7 jours	150 €
P-DIUO 2 - D- DIUO 2	7 jours après fin du chantier	À compter de la réception des travaux	150 €

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **17.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **18 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **19 - Résiliation du contrat**

### **19.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **20 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Melun est compétent en la matière.

Tribunal administratif Melun 77000  
43 rue du Général-de-Gaulle  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Courriel : [greffe.ta-melun@juradm.fr](mailto:greffe.ta-melun@juradm.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **21 - Dérogations**

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles